



HAL
open science

Introduction. Les mobilités étudiantes à l'épreuve des politiques d'internationalisation et des nouvelles dynamiques circulatoires mondiales. Regards croisés Sud/Nord/Est/Ouest

Magali Ballatore, Yamina Bettahar, Valérie Erlich

► To cite this version:

Magali Ballatore, Yamina Bettahar, Valérie Erlich. Introduction. Les mobilités étudiantes à l'épreuve des politiques d'internationalisation et des nouvelles dynamiques circulatoires mondiales. Regards croisés Sud/Nord/Est/Ouest. JIM Journal of international Mobility, Moving for education, training and research, 2024, 12(1), pp.5-22. <10.3917/jim.012.0005>. <hal-04909437>

HAL Id: hal-04909437

<https://hal.science/hal-04909437v1>

Submitted on 27 Mar 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Introduction

Les mobilités étudiantes à l'épreuve des politiques d'internationalisation et des nouvelles dynamiques circulatoires mondiales. Regards croisés Sud/Nord/Est/Ouest

Magali Ballatore *, Yamina Bettahar **, Valérie Erlich ***

Au cœur des dynamiques économiques, sociales et politiques des États (Erlich *et al.*, 2021), les mobilités pour études ne relèvent pas d'un phénomène nouveau. Éléments constitutifs de l'histoire de l'enseignement supérieur depuis le Moyen Âge et de la naissance des premières universités, en particulier en Europe (Charle & Verger, 2012), elles se sont renouvelées à partir du XIX^e siècle, empruntant de nouvelles voies (Bettahar et Birck, 2009). Depuis le milieu du XX^e siècle, elles se sont institutionnalisées et intensifiées, avec l'établissement de programmes d'échanges, de partenariats, différents instruments et dispositifs d'incitation à la mobilité, sous l'effet des stratégies et politiques des États, de l'Union européenne et d'autres entités supranationales politico-économiques en matière d'internationalisation (Ballatore, 2010). Dans un contexte de mondialisation, comment se sont renouvelées ces mobilités étudiantes, plus particulièrement au cours de la dernière décennie ? Ce dossier thématique répond à

* Aix-Marseille Université, Laboratoire Mesopolhis – UMR 7064, France. Email : magali.ballatore@univ-amu.fr

** Université de Lorraine, Laboratoire Archives Henri Poincaré – Philosophie et Recherches sur les Sciences et les Technologies, UMR 7117 CNRS – Université de Lorraine – Université de Strasbourg, France. Email : yamina.bettahar@univ-lorraine.fr

*** Université Nice Côte d'Azur, France, URMIS (Unité de recherche Migrations et société), CNRS – IRD – Université Paris Cité – Université Côte d'Azur, France. Email : Valerie.Erlich@univ-cotedazur.fr

cette question et offre l'opportunité de réfléchir collectivement sur les manières dont les recherches contemporaines interrogent ces mouvements mobilitaires et les confrontent avec les grands enjeux sociétaux qui se posent tant dans les pays des Nord, que dans ceux des Suds, à l'Est et à l'Ouest du monde.

Les circulations estudiantines sont désormais bien souvent comparées à la pérégrination académique, vocation universelle et idéalisée des universités médiévales, qui profitait en réalité à une minorité d'étudiants qui se déplaçaient entre des centres de savoirs en nombre limité (Charle & Verger, 2012 ; Strassel, 2018). En 1800, les universités en Europe accueillait 1 à 2 % de la population masculine issue dans sa grande majorité de pays européens (Mattei *et al.*, 2024). Or, de nos jours, dans les faits, et ce, malgré les logiques d'internationalisation qui ont favorisé, depuis les années 1990, l'émergence d'un espace commun d'enseignement supérieur et d'une « économie de la connaissance », on observe une stabilité remarquable de la mobilité internationale dans le monde. En valeur absolue, le nombre d'étudiants mobiles augmente certes de façon continue (1,3 million en 1990, 2 millions en 2000, 6,4 millions en 2023), avec une forte tendance intrarégionale. Mais en valeur relative, au regard de l'évolution parallèle de la population étudiante mondiale, seule une fraction y prétend véritablement aujourd'hui, soit seulement 2,6 % de l'ensemble des étudiants (Campus France, 2024).

Ainsi, malgré l'éthique et la volonté d'une démocratisation affichée notamment par le programme Erasmus+, dans la réalité et à l'échelle mondiale, les logiques qui gouvernent le recrutement des étudiants revêtent un caractère inégalitaire (Ballatore, 2010 ; Erlich, 2012). L'international fonctionne le plus souvent comme un gage de « qualité » de certaines formations déjà sélectives, induisant une stratification verticale dans l'enseignement supérieur (Cantwell & Marginson, 2018) et bien souvent une reproduction sociale. Celle-ci est validée par l'accumulation d'un « capital culturel », aujourd'hui de plus en plus de types « international » et « mobile », possédé par un petit groupe d'étudiants, assimilé le plus souvent à l'élite (Drealants & Ballatore, 2014 ; Gérard & Wagner, 2015 ; Börjesson & Broady, 2016). Ce dossier thématique est donc aussi l'occasion de réfléchir aux manières dont les recherches contemporaines interrogent la catégorie d'élite(s) et son renouvellement dans un contexte de massification et de mondialisation de l'enseignement supérieur.

Malgré ce constat d'une démocratisation relative des mobilités étudiantes dans le monde, celles-ci n'épargnent aucune région du globe et sont au cœur de stratégies d'internationalisation des États, qu'il convient d'étudier de manière comparative et historicisée. Elles sont influencées par les politiques et actions publiques, locales, nationales et internationales parfois incitatives, parfois sélectives, en fonction des dynamiques circulatoires de mondialisation et des contextes historique, économique et géopolitique des nations. L'ensemble des articles publiés dans le dossier montre que les stratégies étatiques ont répondu principalement à trois dynamiques, parfois anciennes, d'autres plus récentes, qui permettent de comprendre, du moins en partie, les reconfigurations actuelles des mobilités étudiantes.

1. Trois dynamiques circulatoires mondiales

1.1. Des mobilités étudiantes soumises à des logiques de marché globalisantes

Tout d'abord, les mobilités étudiantes se manifestent depuis les années 1990, par des dynamiques soumises à des logiques de marché globalisantes (Harari-Kermadec & Porcherot, 2020). À l'instar du récent ouvrage collectif dirigé par Mattei *et al.* (2024), la globalisation est ici perçue comme un développement historique long, déclenché par le tournant de la « modernité » et du « néolibéralisme ». Les politiques nationales et locales ont ainsi évolué et ont visé à favoriser les actions et dispositifs chargés de promouvoir la mobilité étudiante, les collaborations scientifiques, la diffusion de modèles systémiques et institutionnels communs, les classements mondiaux. Elles ont également tenté de redéfinir les missions globales des universités (Marginson, 2024). Dans ce contexte, une « triple torsion » des mobilités étudiantes a pu être constatée : financiarisation de l'enseignement supérieur, concurrence sur le marché mondial et différenciations sociales accrues des parcours (Erlich *et al.*, 2021).

Ce « marché » international des étudiants interroge sur les enjeux des politiques publiques d'internationalisation et leurs effets, particulièrement sur les mobilités étudiantes Sud-Nord (Garneau & Mazzella, 2013). S'intéresser aux transformations de ces circulations, c'est aussi faire état de

logiques contradictoires, puisque celles-ci ne s'appuient pas toujours sur une réciprocité des échanges (Ballatore, 2010). L'analyse des flux de mobilité étudiante au cours des deux dernières décennies a en effet montré que l'ouverture à l'international est inégalement développée, que les pays à la fois hôtes et pourvoyeurs d'étudiants sont encore rares et appartiennent plutôt à ceux des Nord industrialisés et beaucoup moins à ceux des Suds (Erlich, 2012 ; Garneau & Mazzella, 2013 ; Ballatore, 2020 ; Bettahar, 2020 ; Bégrand *et al.*, 2020).

Les déséquilibres sont dus le plus souvent à des politiques de contrôle migratoire et de sélection sociale des flux d'étudiants étrangers dans certains États, mais aussi à une externalisation des systèmes éducatifs qui repose sur des centres de formation privés et des campus à l'étranger *offshore* validant des diplômes transnationaux en dehors des frontières d'origine, et qui sont soutenus par des investissements massifs (Wilkins, 2018 ; Adick, 2018 ; Knight, 2018). Ceux-ci constituent le moyen de limiter l'immigration en provenance des pays pauvres des Suds, tout en attirant « des étudiants internationaux » socialement sélectionnés de ces mêmes pays (Erlich *et al.*, 2021). Les délocalisations universitaires représentent un nouveau terrain de la mondialisation universitaire dans les pays africains, du Moyen-Orient, d'Asie ou d'Amérique latine. Il existe donc désormais « plusieurs blocs civilisationnels » dans lesquels les agents voient le monde de manière distincte (Maçães, 2018). Les relations « Est-Sud » sont dès lors aussi importantes que les relations « Nord-Sud » (Marginson, 2024, 715). Ces rapports complexifiés créent de nouvelles ambivalences dans les politiques d'attractivité des étudiants internationaux, de nouvelles inégalités entre les étudiants, ainsi que le montrent les contributions à ce dossier.

1.2. Des mobilités impactées par les processus de colonisation et de décolonisation

L'internationalisation de l'enseignement supérieur, qui suppose des relations et/ou connexions entre des États-nations (Mattei *et al.*, 2024), est soumise à des dynamiques de mondialisation qui sont encore largement liées aux processus de colonisation et de décolonisation (Bettahar & Birck, 2009 ; Eyebiyi & Mazzella, 2014). L'étude des mobilités étudiantes en

contexte de décolonisation ouvre des pistes de réflexion intéressantes dans ce dossier thématique, décloisonnant histoire de l'éducation, histoire des migrations et *colonial studies* (Legrandjacques, 2022).

Ainsi que le rappellent Taradellas et Landmetters (2021), les recherches qui traitent des impacts des politiques de colonisation-décolonisation sur les mobilités estudiantines en Europe ont porté le plus souvent sur les étudiants africains, parmi les plus mobiles dans le monde. Dans un premier temps, elles se sont consacrées aux parcours d'une minorité d'étudiants issus de pays colonisés et de milieux très favorisés socialement qui ont fréquenté des universités métropolitaines des années 1920 jusqu'aux lendemains des indépendances dans les années 1960 (Bettahar, 2016). Dans un second temps, elles se sont ensuite penchées sur la formation des élites africaines, dont la présence, durant la guerre froide non seulement au sein des anciennes puissances coloniales, mais également dans les pays de l'Est (De Saint-Martin *et al.*, 2015), et de façon plus modérée aux États-Unis, est devenue plus significative et organisée dans le cadre d'accords de coopération interétatiques et grâce à l'attribution de bourses. Ces pays ont misé sur la formation de ces futures élites pour accroître leur influence diplomatique dans le monde. Dans un troisième temps, les recherches au début des années 1990 ont particulièrement mis en avant les facteurs d'attractivité des étudiants africains dans les universités européennes et américaines au sein desquelles les origines sociales se sont diversifiées.

Ces études montrent que les parcours migratoires des étudiants issus des colonies se sont complexifiés, qu'ils se produisent non plus seulement vers des pays industrialisés des Nord, tels la France qui constitue l'une de leurs destinations traditionnelles, mais aussi de plus en plus entre pays des Suds, qui ont à leur tour mis en place des stratégies actives de recrutement de ces étudiants (Mazzella, 2009 ; Eyebiyi & Mazzella, 2014 ; Eyebiyi, 2020 ; Taradellas & Landmetters, 2021). Les auteurs constatent que le contexte contemporain de bouleversements géopolitiques, avec l'émergence de grandes puissances au Sud, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, auxquels se sont ajoutés de nouveaux acteurs étatiques, comme la Turquie, l'Arabie saoudite, la Malaisie ou la Corée du Sud, a incité les étudiants des Suds, et notamment ceux issus des pays anciennement colonisés, à choisir de nouvelles destinations (Erlich *et al.*, 2021).

La question du retour ou du non-retour de ces travailleurs hautement qualifiés migrant vers les pays industrialisés est d'ailleurs depuis quelques décennies désormais posée bien plus dans le sens d'un gain ou d'un bénéfice (« *brain gain* »), dans une optique de multipolarisation des échanges (Gohard-Radenkovic, 2017), que dans celui d'une perte (« *brain drain* » ou « fuite des cerveaux ») et de dépendances ou d'inégalités entre pays (Ennafaa & Paivandi, 2008 ; Dumitru, 2009).

1.3. Des mobilités étudiantes conditionnées par les crises

Enfin, les mobilités étudiantes sont largement liées par des dynamiques mondiales conditionnées par les crises – politiques, économiques, sanitaires, sociales – qui révèlent finalement les éléments contingents, auxquels sont confrontées les sociétés. Les mouvements migratoires, y compris ceux des migrations pour études, sont en effet largement dépendants de celles-ci. Il a ainsi été clairement établi qu'à partir des années 1970 dans les pays industrialisés, dans un contexte de crise économique et de crise de l'emploi, les politiques éducatives en matière d'enseignement supérieur ont enclenché une régulation des flux d'étudiants transnationaux pour diminuer leur afflux et contrôler l'immigration étrangère perçue comme une menace potentielle (Borgogno & Streiff-Fénart, 1997). Depuis, les politiques des États industrialisés ont misé sur le recours à la migration qualifiée qui s'appuie sur une gestion différenciée des flux d'étudiants venus de l'étranger selon leurs origines géographiques (Kabbanji & Toma, 2020 ; Erlich *et al.*, 2021). S'ajoutent aussi des stratégies de contournement qui viennent modifier les modalités de recrutement des étudiants. Ainsi, depuis le Brexit par exemple, certains pays de l'Union européenne tentent d'attirer les étudiants européens qui ne se dirigent plus vers le Royaume-Uni, développant davantage sur leur sol des formations dispensées en anglais pour les rendre plus attractives. Notons en outre que les situations de conflits et de guerres peuvent entraver les mobilités étudiantes ou les réorienter vers des pays refuges comme le montre la contribution sur la Malaisie dans ce dossier.

Des travaux récents se sont penchés également sur l'impact de la crise sanitaire de 2020 sur les mobilités étudiantes. Celui-ci a finalement été à la fois « *radical, contrasté, et réversible* » (Campus France, 2024, 4). Certes,

la pandémie de la COVID-19 a incontestablement perturbé les parcours de mobilité, bien que de manière variable. La croissance de la mobilité étudiante diplômante s'est trouvée à l'arrêt : + 0,2 % entre 2020 et 2021, alors qu'elle avait été de + 25 % sur cinq ans les années précédentes (Campus France, 2024). Cependant, un nouveau modèle d'internationalisation virtuel, en distanciel et en présentiel, a vu le jour (Brassier-Rodrigues & Kluge, 2022). Depuis la fin de la crise sanitaire, les circulations étudiantes ont retrouvé pour la plupart leur vitalité, mais pour autant, une nouvelle tendance s'esquisse, fondée sur une « volonté de pause » ou de régulation décidée par les pays eux-mêmes, qui comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, mais aussi la Finlande, la Norvège ou les Pays-Bas, choisissent depuis peu de modérer plus strictement le nombre d'étudiants accueillis (Campus France, 2024). La tendance à la nationalisation est de plus en plus puissante malgré les pressions de la mondialisation (Mattei *et al.*, 2024). La question sous-jacente est alors la suivante : s'agit-il dès lors de mesures d'ajustement ponctuelles ou d'un véritable changement d'ère ? La mondialisation universitaire apparaît donc bien comme une question véritablement géopolitique. Ce dossier tente ainsi de documenter certains des effets des crises mondiales et de leurs enjeux, dans des contextes internationaux différenciés, dans lesquels prennent place les mobilités étudiantes.

2. Trois axes thématiques d'analyse

Sans prétendre à l'exhaustivité, les huit contributions de ce dossier thématique, issues de disciplines variées, questionnent, à partir d'aires géographiques disparates, ces dynamiques mondiales qui interfèrent sur les politiques d'internationalisation de l'enseignement supérieur et sur les mobilités étudiantes entrantes et sortantes, selon trois axes thématiques d'analyse. Dans un premier axe, elles nuancent l'impact globalisant des politiques néolibérales sur les mobilités étudiantes, en montrant que celles-ci restent sujettes à de fortes contradictions en fonction des politiques et des contextes nationaux et régionaux des pays industrialisés des Nord. Dans un second axe, les articles permettent de mieux comprendre

la fabrique des élites entre les « Nords » et les « Suds », au regard des politiques de décolonisation et des projets étatiques de modernisation. Enfin, dans le dernier axe, le dossier met en avant l'émergence au Sud et à l'Est, de nouveaux acteurs et paradigmes circulatoires qui mettent à l'épreuve les mobilités académiques des étudiants.

2.1. Des mobilités étudiantes sujettes aux contradictions des politiques d'accueil des pays industrialisés des Nords

Les mobilités étudiantes ont une histoire partagée entre pays de destination et pays d'origine. Or, les politiques mises en place sont souvent marquées par des contradictions, des déséquilibres bien réels et de nombreux rapports de force constitutifs de leurs relations passées. Les politiques de mobilités à destination des étudiants internationaux se manifestent ainsi sous la forme d'injonctions discordantes, relevant de logiques sociales valorisant d'un côté la circulation, la mobilité des savoirs et des personnes, mais adoptant de l'autre, des stratégies de fermeture des frontières dans le cadre de politiques d'« immigration choisie » (Kabbanji & Toma, 2020 ; Erlich *et al.*, 2021). C'est ainsi qu'elles révèlent les ambivalences des actions publiques d'internationalisation des systèmes d'enseignement supérieur des pays des Nords quant à leur positionnement sur les procédures d'accueil des étudiants internationaux, et en conséquence, des dispositifs notamment juridiques et réglementaires qui sont mis en place dans différentes configurations, comme celles de l'Europe ou des États-Unis.

Avec leur article sur « Les paradoxes de la politique européenne et française d'attractivité des étudiants internationaux et leurs effets sur le vécu individuel », **Hachem Benissa** et **Marion Tissier-Raffin** proposent dans ce dossier une analyse juridique et sociologique des paradoxes des politiques publiques européennes et françaises envers les étudiants internationaux, sous-tendues, d'un côté, par une volonté d'attractivité, et de l'autre, par la mise en œuvre de politiques migratoires restrictives. Les auteurs rappellent sur un plan juridique le pouvoir d'appréciation discrétionnaire des services consulaires dans l'octroi des visas et soulignent les préoccupations liées à la politique étrangère des pays qui peuvent parfois justifier la suspension immédiate de tous les visas, y compris des visas étudiants,

montrant ainsi que les crises mondiales ont un impact immédiat sur les circulations étudiantes. Ils démontrent en outre la mise en œuvre inégale des politiques visant les étudiants destinataires du plan « Bienvenue en France » depuis 2019, en raison de la complexité de sa mise en pratique concrète et du degré d'autonomie réelle qui est reconnu aux universités.

Ces ambiguïtés au niveau des politiques publiques peuvent également être décelées à la suite de la crise sanitaire de 2020 qui a impliqué de nouveaux rapports géopolitiques. Un monde plus incertain, tenté parfois « par le repli sur soi » (Campus France, 2024) et de ce que certaines recherches désignent par un processus de « déglobalisation », semble s'opposer à la dynamique de globalisation précédemment mentionnée. La contribution de **Xin Wang** « *The Impact of COVID and US Policies on Chinese Students in the United States* » s'intéresse dans cette optique à l'impact des politiques états-uniennes sur les mobilités chinoises qui ne retrouvent pas leur niveau pré-pandémique, stoppées par un nouvel élan protectionniste américain et les relations détériorées entre les deux pays, en particulier depuis la guerre commerciale entreprise par le président Trump avec la Chine en 2018 (Sharma, 2018). L'article révèle notamment l'intensification de la sinophobie au sein de la société américaine, créant un environnement moins accueillant pour les étudiants et chercheurs chinois.

Les politiques d'enseignement supérieur et les politiques migratoires qui leur sont liées sont donc à la fois des médiateurs du contexte global de mondialisation qui engage à l'ouverture des frontières et dans le même temps des médiateurs du contexte national, entrant le plus souvent en contradiction avec ces mêmes dynamiques mondiales (Musselin, 2008 ; Bettahar & Birck, 2009 ; Leclerc-Olive *et al.*, 2011 ; Paradeise & Thoenig, 2013 ; Lange & Hénaff, 2015). Or, en plus de la nation, les régions et provinces sont également des acteurs de premier ordre dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Celui-ci est toujours irréductiblement global, national et local à la fois (Marginson, 2022). C'est ce que montre l'article sur « Le recrutement des étudiants internationaux à la croisée des dynamiques de concurrence : le cas du Québec (Canada) ». **Olivier Bégin-Caouette**, **Émile Salomon Zambo Assembe** et **Silvia Mirlene Nakano Koga** y explorent les interactions entre les dynamiques

mondiales et les dynamiques régionales et provinciales en matière d'enseignement supérieur et de recrutement des étudiants internationaux au Canada. Ils montrent ainsi que les politiques fédérales articulent le recrutement d'étudiants internationaux en réponse aux impératifs du capitalisme universitaire économique, tandis que les politiques provinciales québécoises privilégient le recrutement de différents types d'étudiants internationaux, en réponse aux impératifs distincts du capitalisme universitaire économique, mais surtout symbolique. Ce dernier repose sur le prestige et la visibilité internationale des chercheurs, des établissements et des États.

2.2. La fabrique des élites au regard des politiques de « décolonisation » : entre Suds et Nords

Un second volet d'analyse du numéro porte sur le rôle que jouent, ou ont joué, les futures élites issues de territoires décolonisés ou en phase de décolonisation, envoyées se former ailleurs. Dans cette circulation migratoire, les recherches se penchent le plus souvent sur les rapports entre les mobilités spatiales étudiantes et les mobilités sociales : comment les migrations étudiantes font-elles évoluer les trajectoires sociales ainsi que les logiques de retour et de non-retour ? Comment participent-elles à la formation des élites ? Cette dernière est un domaine d'investigation central, au cœur des dynamiques économiques, sociales et politiques, mais également polémique, dans la mesure où il n'existe pas de consensus sur le rôle social des élites, ni sur les principes de leur sélection et de leur formation au vu des évolutions importantes et des situations contrastées entre les pays (Darchy-Koechlin & Van Zanten, 2005). Par conséquent, il est important d'utiliser le terme d'élite(s) avec précaution. La fabrication des élites ne répond en effet pas aux mêmes logiques dans chacune des nations étudiées, ce qui montre la relativité de cette notion (Leferme-Falguières & Van Renterghem, 2001). Cet axe s'intéresse plus particulièrement à la fabrique des futurs cadres dirigeants au Maroc et en Nouvelle-Calédonie. Dans les deux cas, face à l'urgence du renouvellement des cadres, les figures emblématiques de la modernisation (l'élite politique et technocratique en tant que minorité dirigeante) ont été formées à l'étranger, essentiellement en France, grâce à l'attribution de bourses. Les

anciennes puissances impériales ont en effet le plus souvent continué d'offrir des places dans leurs universités à des étudiants issus de leurs anciennes colonies (Bettahar & Birck, 2009), tout en espérant de la sorte conserver des relations privilégiées avec ces pays. Toutefois, ces deux pays ont subi la colonisation française sous des statuts différents, comme évoqué dans les contributions.

Hicham Jamid, dans son article « *Moroccan engineers and managers trained in France: eclectic profiles and differentiated expatriation strategies* », rappelle à partir de l'analyse d'une quarantaine de parcours biographiques de diplômés marocains en France, qu'entre les années 1970 et 1980, nombre d'étudiants ont pu bénéficier de bourses et d'un système d'exemptions octroyées par les gouvernements marocain et français qui leur ont permis de poursuivre leurs études supérieures en France et d'obtenir, à leur retour au Maroc, des postes de premier plan dans les administrations centrales des ministères, l'État étant à cette époque leur principal employeur. Par conséquent, la France a consolidé son statut de destination historique pour les étudiants marocains désireux d'étudier à l'étranger (Bettahar, 2020). L'article permet de montrer également que la mobilité pour études des étudiants marocains peut s'inscrire dans un projet qui dépasse les seules raisons universitaires et qui découle d'une stratégie migratoire durable, associée davantage à un souhait d'émancipation économique et socio-culturelle.

Alors que les mobilités des étudiants issus des territoires ou collectivités d'Outre-Mer restent encore très peu étudiées, elles donnent toutefois lieu depuis peu à de nouveaux intérêts de recherche (Temporal, 2017 ; Bréant *et al.*, 2023), que ce dossier thématique met en valeur, en s'intéressant en particulier à la formation des élites kanakes. Dans sa contribution sur « La migration étudiante de la première élite kanak post-coloniale », en Nouvelle-Calédonie, **Benjamin Néa**, en privilégiant une approche historique novatrice, se penche tout particulièrement sur l'analyse des trajectoires sociales ascendantes de cinq personnalités calédoniennes devenues des militants politiques et des élites de la nation, dans un contexte de décolonisation. Il s'intéresse également à l'impact de ces parcours biographiques sur l'évolution de la migration étudiante en Nouvelle-Calédonie. Son étude, qui place la « question scolaire » au cœur des débats sur le postcolonial, montre d'une part, en quoi les politiques de décolonisation

ont impacté de manière durable les mobilités étudiantes kanakes d’hier à aujourd’hui, et d’autre part, dans quelle mesure ces mobilités individuelles de la première élite kanak postcoloniale ont permis une massification de l’enseignement supérieur et une intensification des mobilités étudiantes à l’international.

2.3. L’émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux paradigmes circulatoires au Sud et à l’Est

Les trois articles rassemblés dans cet axe thématique ont vocation à ouvrir de nouvelles perspectives de recherche qui amènent à reconsidérer la globalisation des mobilités pour études ainsi que la domination des pays des Nords industrialisés. Avec l’essor de l’Asie du Sud-Est et le développement des campus en Afrique et en Amérique latine également, cet axe est l’occasion de montrer que les relations « Est-Sud » (Marginson, 2024) sont tout autant essentielles que les relations « Sud-Nord » (Garneau & Mazzella, 2013) et « Sud-Sud » (Eyebiyi & Mazzella, 2014 ; Eyebiyi, 2020) dans l’analyse des mobilités étudiantes.

L’une des transformations notables des circulations étudiantes au cours de ces dernières années est sans aucun doute l’émergence de nouveaux pôles d’attraction hors des destinations traditionnelles et une privatisation des établissements d’enseignement supérieur qui élargit l’offre de mobilité internationale, mais crée également un contexte international concurrentiel accru (Erlich, Stef, 2022 ; Gérard, 2023). C’est l’objet de la contribution de **Jimmy Stef** intitulée « La Malaisie, nouveau hub régional d’enseignement supérieur en Asie » dans laquelle il apporte un éclairage inédit sur cette nouvelle puissance éducative qui s’est hissée au 11^e rang mondial des pays d’accueil des étudiants internationaux dans le monde. L’auteur rappelle les enjeux socio-historiques de la séparation ethnique de la nation entre les Malais et les non-Malais depuis son accession à l’indépendance en 1957 et de la racialisation de l’enseignement supérieur malaisien, concrétisée par une mise en œuvre d’une politique de discrimination positive en faveur de la population majoritaire. En instaurant des quotas ethniques dans les universités publiques, cette politique a engendré une nette division entre les secteurs universitaires public et privé. En outre, l’article montre qu’en cherchant à devenir un nouvel acteur régional et international en Asie, la Malaisie s’est positionnée comme un lieu

d'accueil privilégié des étudiants issus des mondes musulmans, des régions les plus pauvres ou en conflit dans le monde et de ceux affectés par le durcissement des politiques d'immigration des Nords, qu'elle a absorbés en grande partie dans ses établissements universitaires privés.

Ce mouvement de privatisation des établissements dans le monde coïncide également avec l'émergence d'acteurs privés chargés de faire l'intermédiation entre les candidats potentiels à la mobilité internationale et les établissements d'enseignement supérieur des pays d'accueil (comme par exemple en Chine, en Côte d'Ivoire, au Sénégal). Dans son article « "On n'impose pas d'école à un étudiant, mais on a des écoles qu'on propose" ». Les intermédiaires des mobilités étudiantes depuis la Côte d'Ivoire : de la canalisation à la privatisation des choix », **Élise Tenret** analyse avec pertinence le rôle de ces intermédiaires ivoiriens privés – agences de voyages, agences de placement, bureaux de représentation d'une école, bureaux de recrutement – qui marchandent leurs prestations et prennent part aux infrastructures migratoires des pays, en étant chargés d'accompagner les potentiels candidats à la mobilité internationale. Ces acteurs, dont les prestations sont variables, adoptent des stratégies de captation d'un « marché à prendre ». Mais si ce marché demeure restreint puisqu'il ne touche qu'une petite élite sociale, il est cependant « dominé » symboliquement sur la scène internationale, en raison d'une sélectivité institutionnelle et politique de ces étudiants venus du continent africain, considérés comme ayant moins de « valeur » sur ce marché. Ces intermédiaires finissent ainsi par contribuer à façonner, sur un plan géographique, des « hiérarchies » de destinations, et sur un plan institutionnel, à privatiser les mobilités en incitant l'inscription d'étudiants dans des institutions privées.

Pour finir, la contribution de **Diego Carámbula**, **Hyunjee Kim** et **Jean-Baptiste Meyer**, « Où atterrir ? Exacerbation et fin du paradigme circulaire », se penche sur les dynamiques mondiales qui ont engendré récemment de nouvelles modalités pratiques de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en posant l'hypothèse d'une « retenue sous contraintes ». À partir des analyses de deux cas d'études empiriques, les chercheurs montrent tout d'abord que l'entreprise de mobilité des étudiants africains à destination de la Corée du Sud, obligés de se déplacer hors de leur sphère traditionnelle en raison des politiques migratoires de

rejet des États des Nords, est un nouveau moyen pour eux de trouver une réelle alternative tout en rivalisant mondialement. La Corée du Sud est ainsi considérée comme un nouveau modèle de développement alternatif visant à passer, comme la Malaisie, à un statut d'acteur régional asiatique de l'enseignement supérieur, si ce n'est d'acteur mondial. Dans un second temps, les auteurs insistent sur les effets de la crise sanitaire en Argentine qui a impliqué de nouvelles formes virtuelles d'internationalisation en rompant avec la mobilité physique et en réinventant la mobilité étudiante, qui repose désormais en majorité sur des stratégies virtuelles, pour la plupart à destination des étudiants internationaux d'Amérique latine.

2.4. La fin du paradigme circulatoire ? Nouvelles problématiques à l'aune de la crise écologique

En conclusion, la partie réflexive du dernier article de ce numéro permet d'ouvrir dans ce dossier thématique de nouvelles pistes de recherches et d'analyses fécondes sur les mobilités étudiantes et les nouveaux enjeux politiques et environnementaux qu'elles posent. L'implication de systèmes d'enseignement supérieur et de recherche face et dans la crise écologique, devient croissante sur les mobilités internationales. Certes le recours à des activités virtuelles ou hybrides favorise l'éducation au développement durable et à la transition écologique et permet d'envisager de nouvelles conceptions de l'expérience internationale et interculturelle (Mittelmeier et al., 2021). Mais elles ne constituent pas pour autant une panacée, pouvant entraîner potentiellement une « socialisation interculturelle déficiente » (Schueller & Sahin, 2023). Cet article laisse-t-il augurer ou présager la fin de l'idéal circulatoire ? Pointe-t-il de nouveaux impératifs de transformation de la globalisation universitaire ou bien même d'une « déglobalisation » ? Quoi qu'il en soit, les questions environnementales cruciales, préoccupantes en ce qui concerne l'avenir des mobilités et des circulations internationales, semblent être devenues prioritaires pour les politiques nationales et européennes et sont déjà inscrites à l'agenda du programme Erasmus+ (2021-2027).

Références bibliographiques

- Adick, C. (2018). Transnational education in schools, universities, and beyond: Definitions and research areas. *Transnational Social Review*, 8, 2, pp. 124-138.
- Ballatore, M. (2010). *Erasmus et la mobilité des jeunes Européens*. Paris : Presses universitaires de France, coll. Éducation et société.
- Ballatore, M. (2020). Des origines aux destinations : l'importance des « lieux » dans les parcours des étudiants Erasmus. *Migrations Société*, 180, pp. 113-130.
- Bégrand, M., Gonthier, N., Macaire, S. (2020). Circulations internationales étudiantes et scientifiques : l'apport du programme Erasmus+. In Bettahar, Y. (dir.), *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*. Nancy : PUN, Éditions universitaires de Lorraine, MSH Lorraine, pp. 91-115.
- Bettahar, Y. (2016). La contribution de l'ENSEM à la formation des ingénieurs électriciens nord-africains. In Efmertová, M. et Grelon, A. (dir.), *Des Ingénieurs pour un monde nouveau ?* Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, pp. 357-380.
- Bettahar, Y. (dir.) (2020). *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*. Nancy : PUN, Éditions universitaires de Lorraine.
- Bettahar, Y., Birck, F. (dir.) (2009). *Étudiants étrangers en France. L'émergence de nouveaux pôles d'attraction au début du XX^e siècle*. Nancy : Presses universitaires de Nancy.
- Borgogno V., Streiff-Fénart, J. (1999). L'accueil des étudiants étrangers en France : politiques et enjeux actuels. *Cahiers de l'URMIS*, 5, pp. 77-86.
- Börjesson, M., Broady, D. (2016). Elite Strategies in a Unified System of Higher Education. The Case of Sweden. *L'Année sociologique*, 66, pp. 115-146.
- Brassier-Rodrigues C., Kluge, D. (2022). Les impacts de la crise de la COVID-19 sur les mobilités européennes et internationales des apprenants. Introduction. *Journal of International Mobility*, 2022/1, n° 10, pp. 5-14.
- Bréant, H., Monicolle, C., Cordazzo, P., Jedlicki, F. (2023). Les étudiants ultramarins : profils et conditions de vie avant et pendant le premier

- confinement. In Ferès Belghith (éd.), *Être étudiant avant et pendant la crise sanitaire. Enquête, conditions de vie 2020*. Paris : La Documentation française, pp. 239-257.
- Campus France (2024). La mobilité étudiante dans le monde. Chiffres clés. Avril. En ligne : https://ressources.campusfrance.org/noindex/chiffres_cles_2024_fr.pdf
- Cantwell, B., Marginson, S. (2018). Vertical stratification. In Cantwell B., Marginson S., Smolentseva A. (Ed.), *Higher Participation Systems of Higher Education*. Oxford, UK: Oxford University Press, pp. 125-150.
- Charle, C., Verger, J. (2012). *Histoire des universités. XI^e-XXI^e siècle*. Paris : Presses universitaires de France.
- Darchy-Koechlin, B., Van Zanten, A. (2005). Introduction. La formation des élites. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 39, pp. 19-23.
- De Saint-Martin, M., Scarfò Ghellab, G., Mellakh, K. (2015). *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*. Paris : Karthala-FMSH.
- Draelants, H., Ballatore, M. (2014). Capital culturel et reproduction scolaire. Un bilan critique. *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, 1, 186, pp. 115-142.
- Dumitru, S. (2009). L'éthique du débat sur la fuite des cerveaux. *Revue européenne des migrations internationales*, 2009/1, vol. 25, pp. 119-135.
- Ennafaa, R., Paivandi, S. (2008). Le non-retour des étudiants étrangers : au-delà de la « fuite des cerveaux ». *Formation emploi*, 103, juillet-septembre, pp. 23-39.
- Erlich, V. (2012). *Les mobilités étudiantes*. Paris : La Documentation française.
- Erlich, V., Gérard, É., Mazzella, S. (2021). La triple torsion des mobilités étudiantes : financiarisation de l'enseignement supérieur, concurrence sur le marché mondial et différenciations sociales accrues des parcours. *Agora débats/jeunesses*, 88, pp. 53-69.
- Erlich, V., Stef, J. (2022). L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Singapour : un modèle élitiste à la croisée des « mondes » ? *Lien social et Politiques*, 89, pp. 107-129.
- Eyebiyi, E.-P., Mazzella, S. (2014). Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud. *Cahier de la recherche sur l'éducation et les savoirs. International Review of social sciences*, 13, pp. 7-24.

- Eyebiyi, E.-P. (2020). Des pôles d'excellence dans les Suds ? Mobilités étudiantes et spécialisation des médecins béninois au Sénégal. In Bettahar, Y. (dir.) (2020), *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*. Nancy : PUN, Éditions universitaires de Lorraine, pp. 201-225.
- Garneau, S., Mazzella, S. (2013). Présentation du numéro. Transformation des mobilités étudiantes sud-nord : approches démographiques et sociologiques. *Cahiers québécois de démographie*, 42(2), pp. 183-200.
- Gérard, É., Wagner, A.-C. (2015). Introduction. Élités au Nord, élités au Sud : des savoirs en concurrence ? *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14, pp. 7-24.
- Gérard, É. (dir.) (2023). *Universités privées : la fabrique des inégalités. Leçons d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*. Paris : Karthala.
- Gohard-Radenkovic, A. (2017). Introduction. *Journal of International Mobility*, 5, pp. 1-12.
- Harari-Kermadec, H., Porcherot, R. (2020). Dualité des conventions de la valeur et marchandisation de l'université. *Revue française de socio-économie*, 24 (1), pp. 63-83.
- Kabbanji, L., Toma, S. (2020). Politiques migratoires et sélectivité des migrations étudiantes en France : une approche sociodémographique. *Migrations Société*, 180, pp. 37-64.
- Knight, J. (2018). International Education Hubs. In Meusburger, P. Hefernan, M., Suarsana, L. (ed.), *Geographies of the University. Knowledge and Space*, vol. 12. Springer, Cham, Chapter 21, pp. 637-655.
- Lange, M.-F., Henaff, N. (2015). Politiques, acteurs et systèmes éducatifs entre internationalisation et mondialisation : introduction. *Revue Tiers Monde*, 223, pp. 11-28.
- Leclerc-Olive, M., Scarfò Ghellab, G., Wagner, A.-C. (dir.) (2011). *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*. Paris : Karthala.
- Leferme-Falguières, F., Van Renterghem, V. (2001). Le concept d'élités : approches historiographiques et méthodologiques. *Hypothèses*, 4, pp. 55-67.
- Legrandjacques, S. (2022). Voies étudiantes. Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie, Inde britannique-Indochine française,

- années 1850-1940. *Histoire, Europe et relations internationales*, 1, pp. 193-196.
- Maçães, B. (2018). *Belt and Road: A Chinese World Order*. Oxford University Press.
- Mattei, P., Dumay, X., Mangez, E., Behrend, J. (2023). *Education and Globalization*. Oxford Handbook.
- Marginson S. (2022). Space and scale in higher education: the glonacal agency heuristic. *Higher Education*, 84, pp. 1365-1395.
- Marginson S. (2024). The global scale in HE and Research. Chapter 34. In Mattei, P., Dumay, X., Mangez, E., Behrend, J. (2023), *Education and Globalization*. Oxford Handbook, pp. 711-727.
- Mazzella, S. (2009). *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*. Paris : Karthala.
- Mittelmeier, J., Lomer, S. & Unkule, K. (Ed.). (2023). *Research with International Students: Critical Conceptual and Methodological Considerations*. Routledge.
- Musselin, C. (2008). Vers un marché international de l'enseignement supérieur ? *Critique internationale*, 39, pp. 13-24.
- Paradeise, C., Thoenig, J.-C. (2013). Academic Institutions in Search of Quality: Local Orders and Global Standards. *Organization Studies*, 34 (2), pp. 189-218.
- Schueller, J., Şahin, B.-B. (2023). Considering the complexities of virtual student mobility as an approach to inclusive internationalisation in the post-pandemic period. *Perspectives: Policy and Practice in Higher Education* 27(3), pp. 96-104.
- Sharma, Y. (2018). Ministry Ends Hundreds of Sino-foreign HE Partnerships. In *University World News*, No. 513, 6 July.
- Strassel, C. (2018). Les enjeux géopolitiques de la mondialisation universitaire. *Hérodote*, 168, pp. 9-38.
- Temporal, F. (2017). Les jeunes ultramarins : quelle(s) réalité(s) ? *Cahiers de l'action*, 49, pp. 7-17.
- Tarradelas, A., Landmeters, R. (dir.) (2021). Les étudiantes et les étudiants africains et la fabrique d'un monde postcolonial : mobilités et transferts (1950-2020). *Diasporas*, 37, pp. 7-21.
- Wilkins, S. (2018). Definitions of Transnational Higher Education. *International Higher Education*, 95, pp. 5-7.